

Zeitschrift: Bulletin des Schweizerischen Elektrotechnischen Vereins, des Verbandes Schweizerischer Elektrizitätsunternehmen = Bulletin de l'Association suisse des électriciens, de l'Association des entreprises électriques suisses

Herausgeber: Schweizerischer Elektrotechnischer Verein ; Verband Schweizerischer Elektrizitätsunternehmen

Band: 78 (1987)

Heft: 20

Artikel: Exposé présidentiel = Präsidentialansprache

Autor: Martin, J.-J.

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-903930>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 14.10.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Exposé présidentiel

présenté à l'Assemblée générale de l'UCS le 4 septembre 1987 à Berne

J.-J. Martin

Mesdames et Messieurs,

Pour la septième fois, nous avons le plaisir de tenir notre Assemblée générale dans la capitale fédérale – une ville que je n'ai plus besoin de vous présenter. Chacun de nous connaît personnellement et par expérience Berne et les Bernois. Nous tous savons estimer l'hospitalité bernoise que nous avons maintes fois déjà appréciée et continuerons d'apprécier aussi à l'avenir. C'est en votre nom et au nom du Comité que je tiens à remercier cordialement cette ville de l'accueil chaleureux qu'elle nous réserve.

Nous connaissons tous l'opiniâtreté – mais aussi la force d'expansion et de renouvellement – du canton de Berne. Ces traits caractéristiques ont de nombreux points communs avec ceux de l'économie électrique suisse que distinguent également des éléments statiques et dynamiques. Je

reviendrai plus en détail sur ce point au cours de mon exposé. Mais aussi l'image du canton de Berne et celle de notre branche présentent des ressemblances.

Leur importance politique et économique ne laisse personne indifférent. Le grand public qualifie de «monolithique» tant le canton de Berne que notre branche alors qu'en réalité tous deux sont extrêmement fédéralistes et finement structurés et de plus, fortement ancrés dans cet Etat fédéral qu'est la Suisse, à cause de leurs nombreuses interpénétrations aux trois niveaux politiques.

Je suis persuadé que vous apprécierez votre séjour à Berne et que vous pourrez entretenir des contacts personnels ou en nouer de nouveaux. Je tiens enfin à remercier cordialement toutes les personnes qui ont participé à l'organisation de cette Assemblée générale.

L'année 1986 laissera un triste souvenir, et pas seulement pour l'économie électrique suisse. Cette année s'inscrira en lettres noires dans l'histoire de l'utilisation pacifique de l'atome. En effet, la catastrophe de Tchernobyl a modifié brutalement le climat politique dans la quasi-totalité des pays occidentaux industrialisés. Avant ce 26 avril 1986, il semblait que pour une majorité croissante de la population, même en Suisse, l'énergie nucléaire constituait un apport nécessaire et indispensable pour assurer à long terme l'approvisionnement du pays en électricité. Après le 26 avril 1986, c'est une véritable vague de scepticisme qui a déferlé sur nous, dans laquelle la peur et le découragement n'ont que trop souvent atteint les milieux politiques.

Affaires politiques en cours

Près de seize mois se sont écoulés depuis cet accident. Le premier moment de panique passé, il est temps d'en tirer un bilan à tête reposée et de considérer les projets et les idées en matière de politique énergétique que «l'effet Tchernobyl» a provoqués. Il y a, pour commencer, la quantité farouche de motions parlementaires déposées aux niveaux cantonal et fédéral: celles-ci reflètent bien les soucis du peuple, mais ne sont guère en mesure de fournir de solution concrète et réaliste au problème de l'énergie en Suisse.

Il faut parler aussi des innombrables scénarios visant à l'abandon du nucléaire, scénarios élaborés par les milieux politiques ou qui, comme celui du Conseil fédéral, attendent d'être rendus publics. En plus de cela, mentionnons l'initiative populaire lancée par le comité d'action du nord-est de la Suisse contre l'énergie nucléaire, celle aussi du Parti socialiste suisse, qui visent toutes les deux à extirper le nu-

Adresse de l'auteur

Jean-Jacques Martin, Président de l'UCS,
Directeur Société Romande d'Electricité,
1815 Clarens

claire de notre environnement énergétique. Il faut parler aussi du nouvel article constitutionnel sur l'énergie qui, même s'il n'a pas de rapport direct avec Tchernobyl, sera certainement cette année encore débattu dans l'une des deux Chambres. N'oublions pas enfin qu'il y a encore à l'agenda politique la révision de la loi sur la protection des eaux avec toute la question des eaux non encore exploitées.

1988: l'année de l'électricité

Comme vous le constaterez dans cet exposé (qui ne prétend pas être exhaustif), l'énergie électrique n'est pas seulement devenue, du point de vue énergétique, l'Énergie avec un grand E de toute l'économie et de la population. Elle est aussi aujourd'hui (je suis tenté de dire «malheureusement») tout sim-

«L'économie électrique suisse est bien avisée de se préparer à une «année 1988 de l'électricité».»

plement la véritable pierre d'achoppement de la politique énergétique suisse. Monsieur Léon Schlumpf, chef du Département fédéral de l'énergie, a baptisé l'année à venir «Année de l'énergie». Il ne fait pas de doute que l'économie électrique suisse est bien avisée de se préparer à cette «année 1988 de l'électricité»: comme uniques distributeurs d'énergie indigène d'une certaine importance, nous sommes directement touchés par toute mesure législative ou constitutionnelle.

Temps de réflexion

Mon prédécesseur, M. Jörg Bucher, qui était président de l'UCS l'an dernier, déclarait publiquement peu après l'accident de Tchernobyl, je cite: «En raison des circonstances présentes, un temps d'arrêt et de réflexion survient à point nommé. Il s'agit de décider en toute objectivité si et dans quelle mesure les objectifs de la politique énergétique de l'UCS de 1984 doivent être ré-examinés». Aujourd'hui, le moment est venu, me semble-t-il, de donner une suite concrète à cette déclaration. Pourquoi? D'abord parce que nous sommes suffisamment bien informés,

du point de vue purement technique, sur les causes de l'accident de Tchernobyl; mais aussi et surtout parce que chaque collaborateur de l'économie électrique, tout comme la population, a le droit de savoir en vertu de quelles considérations et sur quelles bases nous voulons garantir au pays l'approvisionnement en électricité.

Electricité contre environnement

En 1984, l'économie électrique suisse a décidé d'un programme en dix points qui, aujourd'hui encore, sert de fil conducteur à notre politique à long terme. Puisque ces dix objectifs semblent partager le sort de nombre

Les dix principaux objectifs de politique énergétique de l'UCS

- 1 *Garantie de l'approvisionnement en électricité*
Les entreprises électriques tiennent à doter le pays d'un approvisionnement sûr en énergie électrique, afin de contribuer ainsi au bien-être général et à la prospérité de notre économie nationale.
- 2 *Utilisation rationnelle*
Les entreprises électriques soutiennent une utilisation rationnelle et économique de l'énergie, quelle qu'en soit la forme. Elles s'engagent en conséquence dans leur propre domaine. Elles s'opposent toutefois à une diminution de la consommation par une réduction unilatérale de la production d'électricité.
- 3 *Diversification*
Les entreprises électriques sont favorables à une diversification aussi poussée que possible des agents énergétiques pour la couverture de la totalité des besoins en énergie. Les efforts de diversification doivent se concentrer en particulier sur les agents énergétiques qui contribuent à la protection de l'environnement, tels que l'électricité et la chaleur à distance produite par les centrales nucléaires.
- 4 *Substitution*
Les entreprises électriques veulent contribuer à la substitution du pétrole en utilisant, d'une part, la chaleur provenant des centrales nucléaires, favorable à l'environnement et, d'autre part, grâce à une utilisation rationnelle du chauffage électrique.
- 5 *Réserves de production*
Les entreprises électriques considèrent que pour assurer l'approvisionnement en électricité, il est indispensable de disposer en tout temps de réserves de production nationales suffisantes. La consommation d'électricité du semestre d'hiver est déterminante pour la grandeur des réserves.
- 6 *Construction de nouvelles centrales*
Les entreprises électriques sont persuadées qu'il est nécessaire de construire à temps de nouvelles centrales afin de couvrir la demande supplémentaire attendue, ceci en dépit des mesures d'économie. La construction de centrales nucléaires est prioritaire.
- 7 *Protection de l'environnement*
Les entreprises électriques tiennent compte, comme par le passé, des exigences reconnues pour la protection de l'environnement en ce qui concerne la construction et l'exploitation d'installations de production et de distribution.
- 8 *Tarifs basés sur les coûts*
Les entreprises électriques tiennent à couvrir les besoins en électricité, qui ne cessent de croître, selon des critères économiques, et à desservir leurs clients à des tarifs avantageux et basés sur les coûts. Elles rejettent, dans l'intérêt des consommateurs et de l'économie nationale, les prescriptions exagérées, les impôts spéciaux et autres mesures dirigistes.
- 9 *Collaboration internationale*
Les entreprises électriques veulent, à l'avenir également, promouvoir la collaboration internationale afin de garantir une utilisation optimale des installations de production et de transport disponibles ainsi qu'une sécurité d'approvisionnement optimale.
- 10 *Information*
Les entreprises électriques pratiquent une politique d'information ouverte sur toutes les questions et conditions relevant de la politique énergétique et de l'électricité.

d'idées et de documents fondamentaux, en particulier celui de tomber dans l'oubli, je profite de l'occasion qui m'est donnée ici pour vous les remettre en mémoire, mais en les pondérant de manière différente.

Je commencerai ma réflexion par deux objectifs de même importance: la *garantie de l'approvisionnement en électricité* et la *protection de l'environnement*.

☞ Il ne suffit plus aujourd'hui d'accomplir notre tâche classique de service public... Nous touchons ou devons toucher à des domaines, qui, pour la plupart des secteurs et entreprises concernés, exigent une manière de penser radicalement nouvelle. ☞

nement. Toutes les activités auxquelles se livrera l'économie électrique suisse dans un avenir proche devront se mesurer à ces objectifs. Dans les faits, il est clair que des conflits de priorité pourront surgir entre notre devoir d'approvisionner le pays en énergie et celui de protéger l'environnement. Il appartiendra non seulement aux centrales d'électricité mais aussi à la Confédération, aux cantons, à l'économie privée et aux partis de faire plus ample preuve d'imagination et de présenter des solutions toujours meilleures.

But statique: la garantie de l'approvisionnement

Il va de soi que le cumul d'objectifs comme la garantie de l'approvisionnement et la protection de l'environnement remet en cause la notion de *service public* au sens où l'économie électrique l'entend normalement. Pendant des décennies, nous avons compris cette notion comme le devoir d'assurer l'approvisionnement du pays en électricité, et l'avons traduite concrètement en construisant de nouvelles centrales électriques et de nouvelles installations de distribution, en appliquant des tarifs calculés sur les coûts, en maintenant des réserves de production qui nous paraissaient essentielles. Même dans les moments où le climat politique nous est défavorable, nous pouvons être fiers de ce que nous avons fait.

Objectif statique
● Garantie de l'approvisionnement en électricité

Instruments/moyens
● Construction d'usines électriques supplémentaires
● Tarifs en fonction des coûts
● Réserves de production

Objectif dynamique
● Protection de l'environnement

Instruments/moyens
● Diminution de la consommation
● Diversification
● Substitution
● Collaboration internationale

Mais il ne faut pas se faire d'illusion: il ne suffit plus aujourd'hui d'accomplir notre tâche classique de service public, car elle est porteuse d'un *élément statique*, d'une conception paternaliste du service. J'entends par là que forts de notre autorité de spécialiste, nous imposons nos solutions, certes optimales du point de vue technique, avec un certain détachement des petits problèmes quotidiens. Aussi, tout en sachant que la garantie de l'approvisionnement en électricité requiert un dynamisme hors du commun, je me suis permis de définir cette situation comme un *but statique*. En effet, il n'est pas question ici de parler de turbines et de conduites, mais plutôt de l'état d'esprit dans lequel nous agissons.

But dynamique: la protection de l'environnement

A l'opposé, nous avons un but qui est la protection de l'environnement et que je qualifierai pour la suite de *but dynamique*. Pourquoi dynamique? Parce que nous touchons ou devons toucher à des domaines, qui, pour la plupart des secteurs et entreprises concernés, exigent une manière de penser radicalement nouvelle. Se fondant sur les dix objectifs de l'UCS, l'économie électrique a quatre moyens d'action à proposer en matière de protection de l'environnement: d'abord, utiliser avec modération toutes les sources d'énergie, y compris l'électricité. Ce moyen d'action a reçu une publicité toute particulière, due en partie à l'accident de Tchernobyl. Ensuite, la substitution des agents énergétiques fossiles et la diversification, c'est-à-dire la répartition de l'approvisionnement sur le plus grand nombre possible de sources d'énergie. Enfin, la collaboration internationale. Comme chacun le sait, ce canal d'action gagne actuellement en

importance, précisément dans le domaine de la sécurité des centrales nucléaires.

Politique énergétique dans l'impasse

Si l'on poursuit le débat politique actuel sur l'approvisionnement futur du pays en énergie, on constate que les défenseurs de l'énergie nucléaire et ses opposants mènent leur argumentation sur deux plans différents:

- D'un côté, l'économie électrique, craignant l'élargissement de l'écart entre consommation et production de courant, met l'accent sur l'*objectif statique* de la «garantie de l'approvisionnement». A ce sujet, il faut reconnaître que jusqu'à présent, notre branche n'a que partiellement réussi à présenter au public l'aspect dynamique des dix points de la politique énergétique comme un ensemble de mesures concrètes. Le concept général a échappé à la population et c'est d'autant plus regrettable que des efforts considérables ont été faits depuis très longtemps dans le sens des objectifs dynamiques. Je ne rappellerai ici que la «Journée de l'électricité» qui consistait en une journée portes ouvertes organisée le 24 mai 1986 par quelque cent trente sociétés d'électricité. Elle ouvrait la campagne «Les gens responsables économisent» qui doit être poursuivie pendant le prochain hiver.
- De l'autre côté, il y a les «Verts» pour lesquels un approvisionnement sûr en énergie ne semble être qu'une exigence de second ordre. Leur critique fondamentale des centrales d'électricité se situe pour ainsi dire exclusivement sur le *plan dynamique* de la protection de l'environnement. Les preuves qu'ils administrent pour démontrer le bien-fondé de leur critique les mettent souvent dans des situations incohérentes

puisque les mesures proposées de protection de l'environnement entraînent en général une augmentation de la consommation d'énergie électrique.

Ces deux niveaux d'argumentation mènent à l'impasse que nous connaissons aujourd'hui, à cette drôle de guerre qui semble exclure toute synthèse constructive entre l'approvisionnement sûr avec des centrales indigènes et la protection de l'environnement.

Un défi et des conflits d'objectifs

Pour résumer mes propos, je dirai que l'économie électrique suisse de demain se voit confrontée à un important défi: remplir son mandat d'approvisionnement tout en montrant au public sa volonté, par des actes concrets, d'œuvrer en faveur de la protection de l'environnement. Certes, réaliser ces deux objectifs de front peut paraître impossible, mais nous ne devons pas nous décourager. En effet, si la mise en œuvre de ces objectifs implique toutes sortes de conflits, ceux-ci ne constitueront pas que des obstacles, mais ouvriront également la voie à des solutions novatrices. A preuve l'exemple paradoxal des transports publics qui, en procédant à des remaniements, vont

« L'économie électrique suisse de demain se voit confrontée à un important défi: remplir son mandat d'approvisionnement tout en montrant au public sa volonté, par des actes concrets, d'œuvrer en faveur de la protection de l'environnement. »

œuvrer en faveur de l'environnement en consommant pourtant beaucoup plus d'énergie électrique.

Le Conseil fédéral estime que le métro zurichois et Rail 2000 feront augmenter en l'an 2000 la consommation d'électricité de 400 ou 500 millions de kilowatt-heures. La consommation d'électricité des chemins de fer suisses augmentera donc de 20 à 25 pour cent. Il s'agit là d'un progrès pour la protection de l'environnement qui implique pourtant un nouvel alourdissement du bilan d'électricité. Et ce n'est là qu'un exemple car la liste de tels *conflits d'objectifs* pourrait être allongée à loisir.

Devenir solidaires des aspirations du public

On peut se demander dans quelle mesure le secteur suisse de l'électricité, en tant que «simple» fournisseur, peut encore répondre aux besoins croissants aussi bien dans les domaines statiques que dynamiques. Et le calendrier de la politique énergétique pour les cinq ou dix prochaines années justifie certains doutes à cet égard.

« Nous devons donner une dimension supplémentaire à notre tâche de producteur et de fournisseur d'énergie... c'est le premier pas vers une nouvelle attitude de solidarité avec les consommateurs. »

J'ai déjà clairement dit ce que je pensais à ce sujet: nous devons donner une *dimension supplémentaire* à notre tâche de producteur et de fournisseur d'énergie. Je veux dire par là que l'on peut par exemple conseiller les consommateurs sur la façon d'utiliser intelligemment l'énergie. Si, par des mesures appropriées, nous parvenons à intégrer cet élément dynamique dans notre stratégie globale, nous aurons fait le premier pas vers une nouvelle attitude de *solidarité avec les consommateurs*. Et ce pas, n'hésitons pas à le faire, car je suis persuadé qu'il nous permettra dans une large mesure de répondre aux défis d'aujourd'hui et de demain.

Information

Le travail d'information constitue en quelque sorte le cadre de ces deux objectifs et de leurs instruments. Il va sans dire que je ne pense pas ici à de quelconques travaux de relations publiques, mais au dialogue ouvert avec la population, les autorités et les médias. Les meilleures conceptions et stratégies sont toutefois inutiles si elles se heurtent à un «mur d'incompréhension». Vous tous êtes invités à sensibiliser le public en lui faisant mieux comprendre votre attitude et vos activités. C'est ainsi que nous serons entendus *et compris*.

Je suis conscient que ce travail difficile exige – outre des moyens finan-

ciers – avant tout du temps et encore plus d'imagination. Mais, ces efforts supplémentaires sont nécessaires pour pouvoir réaliser les prestations de services de notre branche. Il faut encore relever un point relatif au travail d'information. En cherchant le dialogue, nous ne pouvons pas plus imposer nos idées que nous présenter comme sollicités. Nous n'avons pas à défendre notre comportement, mais avons au contraire le devoir de dire clairement au public ce que nous voulons et ce que nous ne voulons pas. C'est seulement ainsi, en étant fidèle à ce principe et en nous associant au public, que nous serons crédibles et en mesure de dialoguer.

Après avoir exprimé notre opinion sur l'économie électrique de demain

« Travail d'information, c'est pour moi le dialogue ouvert avec la population, les autorités et les médias... C'est ainsi que nous serons entendus et compris. »

par quelques considérations plutôt abstraites, permettez-moi maintenant, Mesdames et Messieurs, de revenir aux affaires plus concrètes de notre branche. Je dépasserais de loin le cadre de ce discours en évoquant en détail les activités du dernier exercice. Je vais donc me concentrer sur quelques aspects qui devraient vous permettre de juger nos idées et nos décisions sur la base des objectifs de l'UCS

L'article sur l'énergie

Le Conseil fédéral nous a demandé de nous prononcer sur l'avant-projet concernant un nouvel article sur l'énergie. Comme vous le savez, la première version de l'article constitutionnel sur l'énergie, celle de 1983, a manqué de peu la majorité des cantons. Nous pouvons exprimer en une phrase notre avis sur la question: «Non à la version 1987 – oui à la version 1983».

L'avant-projet prévoit que le but de la politique énergétique de la Confédération sera d'établir – je cite: «Un approvisionnement énergétique suffisant, sûr, économique, ménageant l'environnement ainsi que pour assurer un emploi économe et rationnel de l'énergie».

Par rapport à la version de 1983, celle de 1987 inclut la notion de garantie,

à comprendre par garantie d'exploitation et garantie d'approvisionnement. Vous voyez donc que les objectifs du gouvernement correspondent aux nôtres puisque nous plaçons la «sécurité de l'approvisionnement» et la «protection de l'environnement» au même plan.

Libre concurrence

Malheureusement, le département compétent s'est laissé aller à introduire dans l'avant-projet quelques points d'ordre politique que nous ne pouvons accepter. L'économie électrique suisse n'est pas fondamentalement opposée à un article sur l'énergie. Vous pouvez donc en déduire que dans la situation

« Il n'est pas dans notre intérêt, ni dans celui du consommateur, ni encore dans celui d'un environnement intact et d'une économie saine que précisément le seul fournisseur d'énergie indigène soit de plus en plus soumis au contrôle de l'Etat. »

politique tourmentée que nous vivons, nous allons vers une intervention accrue dans le domaine de l'énergie, et ce dans l'intérêt du pays, même si nous l'approuvons sans grand enthousiasme. Mais pour cela, il faut qu'un éventuel article sur l'énergie garantisse la libre concurrence entre les différents fournisseurs d'énergie.

Il n'est pas dans notre intérêt, ni dans celui du consommateur, ni encore dans celui d'un environnement intact et d'une économie saine que précisément le seul fournisseur d'énergie indigène soit de plus en plus soumis au contrôle de l'Etat. Après le premier projet d'article sur l'énergie de 1983 qui était tout à fait acceptable, le revirement dirigiste du département de l'énergie semble incompréhensible.

Taxe sur l'énergie

En ce qui concerne la taxe sur l'énergie, ou plutôt, l'impôt sur l'énergie, nous avons accepté que tous les fournisseurs d'énergie soient soumis à l'Icha. Nous n'avons en revanche pas voulu donner carte blanche au fisc. En effet, ni les documents remis, ni les dis-

cussions politiques ne nous ont indiqué à quelles fins cet impôt était destiné.

Par ailleurs, l'avant-projet ne donne aucune explication sur le montant à payer, il n'existe que des variantes. Dans ces conditions et sous cette forme, nous refusons une taxe sur l'énergie. Sur la base de considérations de droit constitutionnel, nous serions plutôt d'avis de supprimer l'idée de la taxe sur l'énergie dans un éventuel article sur l'énergie et de trouver des solutions appropriées au niveau de la politique financière.

Septième «Rapport des Dix»

Une bonne politique énergétique est une politique à long terme qui ne peut pas se modifier à court terme sans danger et dégâts. Cela n'a rien à voir avec de l'obstination, mais avec le fait que les constructions et installations nécessaires à la garantie de l'approvisionnement en électricité ne peuvent pas se faire ou se «défaire» d'un jour à l'autre. Pour chaque nouvelle centrale électrique, qu'il s'agisse d'une centrale nucléaire ou d'une centrale hydroélectrique, il faut aujourd'hui compter quinze ans pour la construction en raison des longues et nombreuses procédures d'autorisation. Le cas des lignes à haute tension n'est pas bien différent, à preuve l'exemple de la ligne Galmiz-Verbois.

Dans ce contexte, la planification de l'économie électrique prend une importance pratiquement existentielle. C'est avec une grande satisfaction que nous prenons connaissance du septième «Rapport des Dix» qui présente une remarquable planification des activités pour les années à venir. Il nous donne ainsi les dates clés jusqu'en 2005 pour notre activité future. Ce rapport constitue la base statistique sur laquelle nous nous fonderons pour indiquer au public les objectifs de l'UCS.

Déficit d'approvisionnement

Ce rapport est bon dans la mesure où il nous met en face des réalités: il montre en effet sans détours que le temps n'est pas si lointain où la Suisse ne pourra plus s'approvisionner avec sa propre énergie. Car ce que les milieux politiques ont prévu se réalisera au plus tard au semestre d'hiver

1993/94. Je suis surpris qu'un pays comme la Suisse, pauvre en matières premières mais hautement industrialisé, néglige à ce point sa seule matière digne de ce nom: l'énergie électrique.

On ne peut certainement reprocher aux auteurs de ce rapport d'avoir corrigé les prévisions des besoins à la hausse. Au contraire, ils ont même tenu compte d'un potentiel d'économies d'énergie électrique de 15% par rapport à la consommation actuelle.

Ce potentiel sera partiellement compensé par la substitution de pétrole. Sur la base d'une garantie d'approvisionnement de 95% qui reste inchangée, le déficit d'approvisionnement à partir d'installations de production suisses pour le semestre d'hiver 2004/05 a été estimé à environ 2500 mégawatts, soit quand même deux fois et demie la capacité de la centrale de Gösgen ou de Leibstadt.

Importations de France

Vous savez tous que nous avons dû, avec la France, «aller à Canossa». Du point de vue de la puissance, les Français remplaceront pour nous une centrale nucléaire qui devrait être en construction. Par contre, ce qu'ils ne remplaceront pas, et ils ne pourraient le faire, c'est tout le savoir-faire qui maintenant s'accumule en France et non en Suisse. Ce que les Français ne peuvent pas non plus nous rendre, ce

« En clair, le septième «Rapport des Dix» dit bien que nous ne pourrons plus, dans un avenir proche, atteindre l'un des deux buts fixés, à savoir la garantie de l'approvisionnement en électricité, par le seul recours à nos ressources propres. »

sont les milliers d'emplois et les montants qui se chiffrent en millions de francs qui aujourd'hui déjà vont à Electricité de France.

Qu'en est-il du bilan final? Surtout, ne vous faites pas de faux espoirs quant à la sécurité de l'approvisionnement. Même si, nous livrant à des comptes d'épiciers, nous majorons les mégawatts français au profit de la production indigène, il restera tout de même un trou de 1000 mégawatts pour l'hiver 2004/05. En clair, le septième

«*Rapport des Dix*» dit bien que nous ne pourrions plus, dans un avenir proche, atteindre l'un des deux buts fixés, à savoir la garantie de l'approvisionnement en électricité, par le seul recours à nos ressources propres.

Campagne en faveur des économies

Les conclusions du septième «*Rapport des Dix*» n'ont rien de surprenant. Elle ne font que confirmer scientifiquement les suppositions émises publiquement. Par conséquent, nous n'avons pas attendu pour conseiller à nos abonnés d'utiliser l'électricité avec modération. Et de fait, il y a déjà longtemps que nous avons commencé nos appels aux économies d'énergie.

Un sondage effectué récemment par l'Office fédéral de l'énergie montre qu'il n'est pas facile de concrétiser les économies d'énergie. Selon les résultats, quatre cinquièmes de la population suisse croit réaliser des économies d'électricité. Malgré ces efforts on constate dans les faits que la consommation d'électricité en Suisse a augmenté d'au moins deux tiers depuis 1970 pour atteindre actuellement 42 milliards de kilowatt-heures par année. Les statistiques montrent une fois de plus une croissance d'un milliard de kilowatt-heures pour l'année passée.

Pour corriger les erreurs d'appréciation de la population à propos de la consommation d'énergie, nous avons lancé en février de cette année une campagne nationale à la radio, à la télévision et dans la presse. Le slogan

était le suivant: «Les gens responsables économisent.» Notre objectif principal était avant tout de sensibiliser les abonnés à la consommation croissante de courant.

Nous pensons avoir pu ainsi contribuer à la protection de l'environnement. En matière d'économies d'énergie, l'économie électrique continuera d'accomplir son travail d'information du public. Nous ne considérons pas cette activité comme un devoir imposé, mais comme une mesure s'intégrant dans un concept global de solidarité avec les consommateurs que j'ai décrit précédemment. De ce point de vue, nous sommes heureux d'apprendre que plus de cent centrales électriques ont déjà un service de conseil en énergie. Appuyés par les centres de consultation cantonaux, ces organismes rendent de précieux services et nous rapprochent des buts fixés. Il ne faut pas s'attendre à court terme à des résultats spectaculaires car la marge de manœuvre, surtout dans le secteur de l'énergie électrique, est assez faible. Cela tient avant tout au lien très étroit entre consommation d'énergie et activité économique en Suisse ainsi qu'au mode de vie de la population. Il faudra donc s'attacher à découvrir de nouvelles possibilités d'économies d'énergie et tenter de bannir le gaspillage partout où c'est possible.

Conclusion

Si je tire la conclusion de mon exposé, vous voyez vous-mêmes que nous aurons encore du «pain sur la plan-

che» l'année prochaine. Il est donc important que dans un proche avenir nous poursuivions ensemble, avec les moyens qui sont à notre disposition, les objectifs «Garantie de l'approvisionnement en électricité» et «Protection de l'environnement». Cela demande toutefois – et avant toutes choses – l'unité de toutes les entreprises membres de l'UCS.

Comme vous le savez, la structure fortement décentralisée de l'économie électrique suisse, que ce soit dans la production ou la distribution, ne facilite pas la définition d'une «unité de doctrine». A ceci s'ajoute le fait que les nombreuses associations et groupes de notre branche expriment toujours plus haut en public leurs intérêts et leurs espoirs, de sorte que des exigences ou des opinions tout à fait justifiées sur le plan régional ou local influencent la politique électrique nationale. Un cas particulier peut ainsi facilement être présenté comme un problème vital du pays.

Il faut que vous vous rendiez compte de la gravité des conséquences de l'émission de tels signaux erronés. En effet, les médias et la population – mais aussi les politiciens – nous observent. Ils nous entendent – mais ils ne nous comprennent malheureusement pas assez souvent, car nous ne nous exprimons pas de manière unanime. Et ceci nuit à notre crédibilité.

En répétant nos objectifs de politique énergétique, à savoir «Garantie de l'approvisionnement en électricité» et «Protection de l'environnement», je déclare ouverte l'Assemblée générale de l'Union des Centrales Suisses d'Electricité.

Präsidialansprache

anlässlich der Generalversammlung des VSE vom 4. September 1987 in Bern

J.-J. Martin

Sehr geehrte Damen und Herren
Zum siebenten Mal dürfen wir heute unsere Generalversammlung in der Bundeshauptstadt abhalten – einer Stadt, die ich Ihnen weiter nicht vorzustellen brauche. Jeder von uns kennt Bern und die Berner aus eigener Anschauung und eigener Erfahrung. Wir alle wissen die Gastfreundschaft an der Aare zu schätzen – wir alle haben sie bereits ungezählte Male genossen und werden sie hoffentlich auch in Zukunft weiter

“Die Schweizerische Elektrizitätswirtschaft ist gut beraten, wenn sie sich auf ein «Stromjahr 1988» einrichtet. ●●

geniessen. Ich erlaube mir deshalb, in Ihrem Namen und im Namen des Vorstandes dieser Stadt ganz herzlich für ihre freundschaftliche Aufnahme zu danken.

Wir alle wissen um das Beharrungsvermögen – aber auch um die Expansions- und Erneuerungskraft –

des Kantons Bern. Diese Charakterzüge ähneln in vielen Teilen denjenigen der schweizerischen Elektrizitätswirtschaft, die sich ebenfalls durch statische und dynamische Elemente auszeichnet. Ich werde in meinen Ausführungen auf diesen Punkt noch ausführlich zurückkommen.

Aber auch das öffentliche Erscheinungsbild des Kantons Bern und unserer Branche hat durchaus Gemeinsamkeiten: Beide haben politisches und wirtschaftliches Gewicht, das niemanden gleichgültig lässt, beiden haftet in der Öffentlichkeit das Prädikat «monolithisch» an, obwohl beide in Tat und Wahrheit extrem föderalistisch und feingliedrig strukturiert sind, und beide sind durch unzählige Verflechtungen auf allen drei politischen Ebenen fest im Bundesstaat Schweiz verankert.

Ich bin überzeugt, dass Sie den Aufenthalt in Bern geniessen und die persönlichen Kontakte pflegen und erneuern werden. Gleichzeitig möchte ich allen, die sich um die Organisation dieser Generalversammlung bemüht haben, recht herzlich danken.

Das Berichtsjahr 1986 hat tiefe Spuren nicht bloss bei der schweizerischen Elektrizitätswirtschaft hinterlassen. Es wird – leider – seinen festen Platz in der über 20jährigen Geschichte der friedlichen Nutzung der Kernenergie erhalten. Die Katastrophe von Tschernobyl veränderte schlagartig das politische Klima in praktisch allen westlichen Industrienationen: Vor dem 26. April 1986 schien sich auch in der Schweiz eine wachsende Mehrheit der Bevölkerung dem Argument anschliessen zu können, der Beitrag der Kernenergie sei für die langfristige Sicherstellung der inländischen Stromversorgung unverzichtbar. Nach dem 26. April 1986 wurden wir von einer Woge von Misstrauen geradezu überspült – Angst und Verzagtheit übernahmen nur zu oft das politische Zepher.

Hängige politische Geschäfte

Seit dem Reaktorunfall sind nun gut anderthalb Jahre verflossen. Der erste Schrecken ist bei aller Betroffenheit verklungen. Es ist Zeit, nüchtern darüber Bilanz zu ziehen, was «Tschernobyl» an energiepolitisch kreativen Entwürfen und Konzeptionen hervorgerufen hat. Da ist zum einen die schier unüberblickbar grosse Zahl von parlamentarischen Vorstössen auf eidgenössischer und kantonaler Ebene, die wohl die Besorgnis der Bevölkerung trefflich widerspiegeln – inhaltlich aber kaum einen substantiellen und wegweisenden Beitrag zur Lösung des «Energieproblems Schweiz» leisten konnten.

Zum andern stehen unzählige Ausstiegs-Szenarien im politischen Raum oder harren – wie diejenigen des Bundesrates – noch der Veröffentlichung. Überdies sind zwei Volksinitiativen vom Nordostschweizerischen Aktions-

Adresse des Autors

Jean-Jacques Martin, Präsident des VSE,
Direktor Société Romande d'Electricité,
1815 Clarens

komitee gegen Atomenergie und von der Sozialdemokratischen Partei der Schweiz eingereicht worden, die beide das Ziel verfolgen, die Kernkraftwerke aus unserer «Energiewirtschaft» zu verbannen. Zu erwähnen bleibt noch – quasi ausserhalb des Tschernobyl-Programms – der neue Energieartikel. Er wird wahrscheinlich noch dieses Jahr den Erstrat beschäftigen. Und last, but not least steht auch noch mit der Revision des Gewässerschutzgesetzes die Restwasserfrage auf der politischen Traktandenliste.

«Stromjahr 1988»

Wie Sie aus diesem kurzen – und beileibe nicht vollständigen – Abriss ersehen, ist die elektrische Energie nicht bloss energiewirtschaftlich die Schlüsselenergie der gesamten Wirtschaft und der Haushalte geworden, sondern sie ist heute – ich bin versucht zu sagen «leider» – eigentlicher Dreh- und Angelpunkt der schweizerischen Energiepolitik schlechthin. Der Vorsteher des Eidgenössischen Energiewirtschaftsdepartementes, Bundesrat Schlumpf, hat das kommende Jahr si-

☞Die Erfüllung unserer klassischen Dienstleistungsaufgabe reicht heute nicht mehr ... wir müssen in Bereiche vorstossen, die für die meisten Branchen und Unternehmen ein geistiges Umdenken erfordern. ☞

cher zu Recht als ein «Energiejahr» bezeichnet. Die schweizerische Elektrizitätswirtschaft ist allerdings gut beraten, wenn sie sich auf ein «Stromjahr 1988» einrichtet, denn als einziger bedeutender einheimischer Energieträger sind wir von jeglicher verfassungsrechtlichen und gesetzlichen Massnahme ganz besonders und unmittelbar betroffen.

Gedanklicher Marschhalt

Mein Vorgänger, der letztjährige VSE-Präsident Dr. Jörg Bucher, hat kurz nach dem Reaktorunfall von Tschernobyl öffentlich erklärt – ich zitiere: «Aus aktuellem Anlass ist ein gedanklicher Marschhalt sehr wohl an-

gebracht. Dabei gilt es, nüchtern und objektiv zu beurteilen, ob und allenfalls inwieweit die Zielsetzungen der schweizerischen Elektrizitätswirtschaft aus dem Jahre 1984 zu revidieren sind». Mir scheint nun die Zeit reif, Ihnen unsere diesbezüglichen Überlegungen mitzuteilen, die wir in den letzten Monaten angestellt haben. Denn auf der einen Seite wissen wir

rein technisch relativ gut Bescheid über die Ursachen des Unglücks, und auf der anderen Seite – und dies scheint mir noch entscheidender – hat jeder Mitarbeiter der Elektrizitätswirtschaft, aber auch die Bevölkerung Anspruch darauf zu wissen, auf welchen Grundlagen und Gedankengängen wir die zukünftige Elektrizitätsversorgung sicherstellen wollen.

Die zehn wichtigsten energiepolitischen Zielsetzungen des VSE

- 1 *Sicherstellung der Stromversorgung*
Die Elektrizitätswerke wollen die Landesversorgung mit elektrischem Strom sicherstellen und damit die allgemeine Wohlfahrt und die Leistungsfähigkeit unserer Volkswirtschaft gewährleisten.
- 2 *Sparsame Nutzung*
Die Elektrizitätswerke fordern eine rationelle und haushälterische Nutzung aller Energieformen. Sie setzen sich in ihrem Bereich entsprechend ein. Sie lehnen aber die Drosselung des Verbrauchs durch einseitige Produktionseinschränkungen bei der Elektrizität ab.
- 3 *Diversifikation*
Die Elektrizitätswerke befürworten eine grösstmögliche Vielfalt der Energieträger zur Deckung des Gesamtenergiebedarfs. Die Diversifikation hat sich vor allem zu konzentrieren auf jene Energieträger, welche einen Beitrag zum Schutze der Umwelt leisten, wie die Elektrizität und die Fernwärme aus Kernkraftwerken.
- 4 *Substitution*
Die Elektrizitätswerke leisten einen Beitrag an die Substitution des Erdöls, einerseits durch die umweltfreundliche Nutzung von Wärme aus Kernkraftwerken, andererseits durch den haushälterischen Einsatz der Elektrowärme.
- 5 *Produktionsreserve*
Die Elektrizitätswerke erachten eine jederzeit ausreichende Produktionsreserve aus inländischen Erzeugungsanlagen als unerlässliche Voraussetzung für eine gesicherte Stromversorgung. Massgebend für die Bemessung der Reserve ist der Stromverbrauch im Winterhalbjahr.
- 6 *Bau weiterer Kraftwerke*
Die Elektrizitätswerke sind überzeugt, dass zur Deckung der Zusatznachfrage, mit der trotz Sparanstrengungen zu rechnen ist, rechtzeitig weitere Kraftwerke gebaut werden müssen. Im Vordergrund steht der Bau neuer Kernkraftwerke.
- 7 *Umweltschutz*
Die Elektrizitätswerke nehmen beim Bau und Betrieb von Produktions- und Verteilanlagen nach wie vor Rücksicht auf den Schutz der Umwelt.
- 8 *Kostenorientierte Tarife*
Die Elektrizitätswerke wollen den weiterhin steigenden Bedarf an Elektrizität nach wirtschaftlichen Kriterien decken und ihre Kunden zu günstigen kostenorientierten Tarifen beliefern. Sie lehnen im Interesse der Konsumenten und der Wirtschaft übersetzte Auflagen, Sondersteuern und andere Lenkungsmaßnahmen ab.
- 9 *Internationale Zusammenarbeit*
Die Elektrizitätswerke sind gewillt, auch in Zukunft die internationale Zusammenarbeit zu fördern mit dem Ziel, eine optimale Nutzung der verfügbaren Produktions- und Übertragungsanlagen und die bestmögliche Versorgungssicherheit zu gewährleisten.
- 10 *Öffentlichkeitsarbeit*
Die Elektrizitätswerke informieren offen über alle energie- und elektrizitätspolitischen Fragen und Zusammenhänge.

Stromversorgung versus Umweltschutz

1984 hat die schweizerische Elektrizitätswirtschaft ein 10-Punkte-Programm verabschiedet, das auch heute noch als die eigentliche Leitplanke unserer längerfristigen Politik gelten darf. Allerdings scheinen die Thesen das Schicksal vieler Konzepte und Grundsatzpapiere zu teilen – sie drohen nämlich in Vergessenheit zu geraten. Nun bietet mir diese Generalversammlung Gelegenheit, Ihnen die Thesen – allerdings etwas anders gewichtet – in Erinnerung zu rufen.

Ausgangspunkt meiner Überlegungen sind die beiden gleichgewichtigen Ziele «Sicherstellung der Stromversorgung» und die «Erhaltung einer intakten Umwelt». Alle Aktivitäten, welche die schweizerische Elektrizitätswirtschaft in absehbarer Zukunft in Angriff nimmt, müssen sich an diesen Zielen messen lassen. Dabei ist ohne weiteres zuzugeben, dass im konkreten Fall Zielkonflikte zwischen unserem Versorgungsauftrag und dem Umweltschutz auftreten können. Neben den Elektrizitätswerken wird es denn auch die Aufgabe des Bundes und der Kantone, aber auch der Wirtschaft und der Parteien sein müssen, in diesem Bereich noch kreativer zu werden und noch optimalere Lösungen anzubieten.

Statisches Ziel: Sicherstellung der Stromversorgung

Mit den Zielvorgaben «Versorgungssicherheit» und «Umweltschutz» ist natürlich die Elektrizitätswirtschaft ganz direkt in ihrem Selbstverständnis als *klassische Dienstleistungsbranche* betroffen. Wir haben Jahrzehnte erfolgreich darauf verwendet, mit dem Bau neuer Kraftwerke und Verteilanlagen, mit kostenorientierten Tarifen und mit der Aufrechterhaltung von uns notwendig erscheinenden Produktionsreserven die Versorgung des Landes mit elektrischer Energie sicherzustellen. Wir dürfen zu Recht stolz sein auf diese Leistung – und zwar auch dann, wenn uns ein politisch rauherer Wind entgegenbläst.

Aber machen wir uns nichts vor: Die Erfüllung unserer klassischen Dienstleistungsaufgabe reicht heute nicht mehr, denn sie ist geprägt von einem *statischen Element*, von einer Dienst-

Statische Zielsetzung <ul style="list-style-type: none"> ● <i>Sicherstellung der Stromversorgung</i> 	Instrumente/Mittel <ul style="list-style-type: none"> ● Bau weiterer Kraftwerke ● Kostenorientierte Tarife ● Produktionsreserven
Dynamische Zielsetzung <ul style="list-style-type: none"> ● <i>Umweltschutz</i> 	Instrumente/Mittel <ul style="list-style-type: none"> ● Sparsame Nutzung ● Diversifikation ● Substitution ● Internationale Zusammenarbeit

auffassung des «fürsorglichen Hausvaters», der kraft seiner fachlichen Autorität etwas distanziert zur Alltagshektik seine – technisch sicherlich optimalen – Lösungen durchsetzt. Ich habe mir denn auch erlaubt, diesen Sachverhalt unter dem Begriff «*statische Zielsetzung*» zu subsumieren, wohlwissend, dass in der Sicherstellung der Stromversorgung selber unendlich viel Dynamik steckt. Aber es geht mir hier weniger um Turbinen oder um Leitungen, sondern vielmehr um die geistige Haltung – Quelle jedes Tuns oder Unterlassens.

Dynamisches Ziel: Umweltschutz

Auf der anderen Seite steht das Ziel «Umweltschutz», das ich im folgenden als «*dynamisches Ziel*» bezeichnen will. Der Begriff «dynamisch» soll andeuten, dass wir hier in Bereiche vorstossen – vorstossen müssen –, die für die meisten Branchen und Unternehmen ein geistiges Umdenken erfordern. Auf der Grundlage der 10 Thesen des VSE hat die Elektrizitätswirtschaft im Bereich Umweltschutz vier Instrumente anzubieten: Da ist zum einen die sparsame Nutzung aller Energieträger – inklusive der sparsamen Nutzung der Elektrizität – zu nennen. Dieses Instrument erhielt – gerade auch als Folge von Tschernobyl – in der öffentlichen Diskussion eine besonders hervorgehobene Stellung. Als weitere Instrumente, die dem Ziel «Umweltschutz» dienen, sehen wir die Substitution von fossilen Energieträgern sowie die Diversifikation, d. h. die Abstützung der Energieversorgung auf möglichst viele Energieträger. Hinzu kommt die internationale Zusammenarbeit. Wie wir alle wissen, kommt dieser letzteren Massnahme – gerade im Bereich der Sicherheit von Kernkraftwerken – eine wachsende Bedeutung zu.

Energiepolitik in der Sackgasse?

Verfolgt man die aktuelle politische Auseinandersetzung um den zukünftigen Weg der inländischen Stromversorgung, so lässt sich unschwer erkennen, dass die Kernenergiebefürworter und -gegner schergewichtig auf zwei verschiedenen Ebenen argumentieren: Da ist auf der einen Seite die Elektrizitätswirtschaft, die – aus Sorge um das zunehmende Auseinanderklaffen von Stromverbrauch und -produktion – das *statische Ziel* «*Versorgungssicherheit*» unterstreicht. In diesem Zusammenhang sei denn auch ohne weiteres

☹☹Die Herausforderung besteht darin, bei gleichzeitiger Erfüllung des Versorgungsauftrages das dynamische Ziel «Umweltschutz» ebenfalls in praktisches und für die Öffentlichkeit erkennbares Handeln umzusetzen. ☹☹

zugegeben, dass es unserer Branche bis heute nur bedingt gelungen ist, den dynamischen Teil des 10-Thesen-Papiers in ein für die Öffentlichkeit erkennbares Massnahmenpaket zu schnüren.

Die mangelnde Erkennbarkeit unserer Gesamtkonzeption in der Bevölkerung ist um so bedauerlicher, als gerade in Richtung dynamischer Zielsetzung seit geraumer Zeit beachtliche Anstrengungen unternommen worden sind. Hervorgehoben sei der 24. Mai 1986, als am sogenannten «Stromtag '86» rund 130 Werke ihre Türen für die Bevölkerung öffneten, oder die Publikumskampagne unter dem Motto «Kluge Leute sparen Strom», die gegenwärtig weitergeführt wird.

Auf der anderen Seite stehen – plakatig ausgedrückt – die «Grünen», für die eine gesicherte Stromversorgung

bestenfalls noch von zweitrangiger Bedeutung zu sein scheint. Sie politisieren in ihrer Fundamentalkritik gegen die Elektrizitätswerke praktisch ausschliesslich auf dem *dynamischen Feld* «Umweltschutz». Dass sie sich dabei oft in ihrer eigenen «Beweisführung» hoffnungslos verstricken, lässt sich an der Tatsache ablesen, dass die meisten Umweltschutzmassnahmen mit einem Mehrverbrauch an elektrischer Energie einhergehen.

Das Resultat der beiden Argumentationsebenen führte letztlich zur heutigen Sackgasse – zur bekannten «Drôle de guerre» – die jede energiewirtschaftlich kreative Synthese zwischen einer gesicherten Stromversorgung aus inländischen Kraftwerken und dem Umweltschutz auszuschliessen scheint.

Herausforderung und Zielkonflikte

Zieht man das Fazit aus meinen bisherigen Ausführungen, so sieht sich die schweizerische Elektrizitätswirtschaft von morgen vor eine gewaltige Herausforderung gestellt: Die Herausforderung besteht darin, bei gleichzeitiger Erfüllung des Versorgungsauftrages das dynamische Ziel «Umweltschutz» ebenfalls in praktisches und für die Öffentlichkeit erkennbares Handeln umzusetzen. Dass die Verwirklichung beider Ziele oft der «Quadratur des Kreises» gleichkommt, darf uns dabei nicht entmutigen. Im Gegenteil bieten sowohl die Konflikte inner-

«Wir müssen unseren ursprünglichen Auftrag, Strom zu produzieren und zu verteilen, um eine zusätzliche Dimension erweitern ... Damit ist der erste Schritt von der *reinen Dienstleistungsbranche* zum *Dienstleistungspartner* getan.»

halb der Ziele als auch die Konflikte innerhalb der anzuwendenden Instrumente zahlreiche Chancen, da Ungeheimheiten im konkreten Einzelfall nicht bloss Hindernisse aufbauen, sondern immer wieder Freiräume für kreatives Handeln freilegen.

Als Beispiel dazu sei die Forderung nach dem Ausbau des öffentlichen Verkehrs erwähnt, der einerseits unbe-

stritten der Umwelt zugute kommt, andererseits aber einen doch erheblichen Mehrbedarf an elektrischer Energie nach sich ziehen wird. So rechnet der Bundesrat damit, dass die Zürcher S-Bahn und die Bahn 2000 voraussichtlich den Stromverbrauch im Jahre 2000 um zwischen 400 und 500 Millionen Kilowattstunden erhöhen werden.

«Unter Öffentlichkeitsarbeit verstehe ich ... den offenen Dialog mit der Bevölkerung, den Behörden und den Medien ... Nur so werden wir in der Öffentlichkeit nicht bloss gehört, sondern auch verstanden.»

Das bedeutet, dass der Elektrizitätskonsum der Schweizer Bahnen sich um 20 bis 25 Prozent erhöhen wird. Auf der einen Seite haben wir also eine Entlastung bei der Umwelt, auf der andern Seite eine zusätzliche Belastung der Elektrizitätsbilanz. Die Liste solcher *Zielkonflikte* liesse sich noch beliebig lange fortsetzen.

Dienstleistungs-partnerschaft

Es stellt sich natürlich die Frage, inwieweit die schweizerische Elektrizitätswirtschaft als «blosser» Versorger überhaupt noch in der Lage ist, den wachsenden Anforderungen sowohl auf den statischen als auch auf den dynamischen Feldern gerecht zu werden. Überblickt man den energiepolitischen Fahrplan der nächsten fünf oder zehn Jahre, sind in der Tat berechnete Zweifel angebracht. Die Konsequenz daraus habe ich bereits angetönt: Wir müssen unseren ursprünglichen Auftrag, Strom zu produzieren und zu verteilen, um eine *zusätzliche Dimension* erweitern. Diese zusätzliche Dimension kann beispielsweise in der Beratung unserer Kunden in der sinnvollen Anwendung von elektrischer Energie bestehen.

Wenn wir durch geeignete Massnahmen das dynamische Ziel mit den entsprechenden Instrumenten als festen Bestandteil in unserer Gesamtstrategie integrieren, ist der erste Schritt von der *reinen Dienstleistungsbranche* zum *Dienstleistungspartner* getan. Lassen Sie uns diesen Schritt wagen, denn ich bin überzeugt, dass sich daraus für uns

ganz neue Möglichkeiten eröffnen werden, um die heutigen und zukünftigen Herausforderungen erfolgreich zu bewältigen.

Information

Gleichsam die Klammer um die beiden Zielsetzungen «Sicherstellung der Stromversorgung» und «Erhaltung einer intakten Umwelt» sowie deren Instrumente bildet die Öffentlichkeitsarbeit. Darunter verstehe ich selbstverständlich nicht irgendwelche PR-Übungen, sondern den offenen Dialog mit der Bevölkerung, den Behörden und den Medien. Die schönsten Konzepte und Strategien nützen nämlich nichts, wenn sie an einer Mauer des Schweigens abprallen. Sie sind alle dazu aufgerufen, durch Ihr Auftreten nach aussen, Ihr Wirken nach innen für die Öffentlichkeit erlebbar zu machen. Nur so werden wir in der Öffentlichkeit nicht bloss gehört, sondern auch verstanden. Ich bin mir darüber im klaren, dass diese anspruchsvolle Arbeit – neben finanziellen Aufwendungen – vor allem viel Zeit und noch mehr Phantasie erfordert. Aber die Dienstleistungspartnerschaft, die mir für unsere Branche vorschwebt, macht diese zusätzliche Anstrengung notwendig.

Einen Punkt gilt es im Zusammenhang mit der Öffentlichkeitsarbeit noch zu unterstreichen: Genausowenig wie wir im Dialog mit andern Lehrmeistern sein dürfen, genausowenig wollen wir Bittsteller sein. Wir müssen uns für unser Tun nicht verteidigen, sondern wir haben gegenüber der Öffentlichkeit die Pflicht, klar zu sagen, was wir wollen und was wir nicht wollen. Nur wenn wir diesem Grundsatz nachleben, sind wir im Sinne einer echten Partnerschaft glaubhaft – ja überhaupt erst dialogfähig.

Sehr geehrte Damen und Herren – erlauben Sie mir nun, nach diesen relativ abstrakten Ausführungen über unsere Vorstellungen einer Elektrizitätswirtschaft von morgen auf den rauhen Alltag der konkreten Sachgeschäfte zurückzukommen. Es würde den Rahmen dieses Vortrages sprengen, wenn ich auf alles, was uns im Berichtsjahr beschäftigt hat, eingehen würde. Ich werde mich daher auf wenige Punkte konzentrieren, wobei ich Sie dazu ermuntern darf, unsere Überlegungen und gefällten Entscheidungen vor dem Hintergrund der VSE-Zielsetzungen zu bewerten.

Energieartikel

Wir sind vom Bundesrat aufgefordert worden, zum Vorentwurf eines neuen Energieartikels Stellung zu nehmen. Ihnen ist bekannt, dass die erste Fassung des Energieartikels 1983 knapp und zwar lediglich am Ständemehr gescheitert ist. In einem Satz zusammengefasst lautet unsere Antwort auf den Vorentwurf des Bundesrates: Nein zur Fassung 1987 – Ja zur Fassung 1983.

Wie kamen wir nun nach reiflicher Überlegung zu dieser Entscheidung? Der Vorentwurf 1987 nennt als Zielsetzung der Energiepolitik des Bundes und der Kantone eine – ich zitiere: «ausreichende, sichere, wirtschaftliche und umweltschonende Energieversorgung sowie eine sparsame und rationelle Energieverwendung». Gegenüber der Fassung von 1983 wurden zusätzlich in den Vorentwurf aufgenommen: erstens die Sicherheit im Sinne der Betriebssicherheit und zweitens die Versorgungssicherheit.

Sie sehen, dass die bundesrätlichen Zielvorgaben praktisch dem Wortlaut nach unserem eigenen Konzept mit den Zielen «Versorgungssicherheit» und «Umweltschutz» und mit den entsprechenden Instrumenten übereinstimmen.

Leider sah man sich veranlasst, in den Vorentwurf einige ordnungspolitische Stolperdrähte einzuflechten, die wir nicht akzeptieren können. Die schweizerische Elektrizitätswirtschaft stemmt sich nicht grundsätzlich gegen einen Energieartikel.

Sie können davon ausgehen, dass wir unter Berücksichtigung der gegenwärtigen politischen Grosswetterlage einer stärkeren Einbindung der Energieträger in die übergeordneten Landesinteressen – wenn auch ohne Begeisterung – zustimmen werden.

Wettbewerbsneutralität

Voraussetzung dafür ist allerdings, dass ein allfälliger Energieartikel die Wettbewerbsneutralität unter den einzelnen Energieträgern garantiert. Es kann und darf nicht in unserem Interesse – aber auch nicht im Interesse einer intakten Umwelt, einer gesunden Volkswirtschaft – liegen, dass man ausgerechnet den einzigen einheimischen Energieträger von Bedeutung im besonderen Masse an staatliche Fesseln kettet. Nachdem mit dem ersten Energieartikel vor heute vier Jahren eine durchaus vertretbare Grundlage

„Es kann und darf nicht in unserem Interesse – aber auch nicht im Interesse einer intakten Umwelt, einer gesunden Volkswirtschaft – liegen, dass man ausgerechnet den einzigen einheimischen Energieträger von Bedeutung im besonderen Masse an staatliche Fesseln kettet.“

geschaffen worden war, ist die Kehrtwende des Energiewirtschaftsdepartementes vor dirigistischen Begehrlichkeiten unverständlich.

Energieabgabe

Was die Energieabgabe – oder besser die Energiesteuer – anbelangt, könnten wir eine Unterstellung aller Energieträger unter die Warenumsatzsteuer akzeptieren. Völlig unannehmbar ist hingegen ein Blankocheck zugunsten der Bundeskasse. Weder in den Materialien noch in der politischen Diskussion ist bis anhin klar geworden, wofür diese Energieabgabe bestimmt sein sollte. Zudem gibt der Vorentwurf keinen Aufschluss über die Höhe des Ansatzes – es liegen nur Varianten vor. Eine solche Energieabgabe lehnen wir deshalb ab. Zudem drängen uns verfassungsrechtliche Überlegungen eher dazu, die Energieabgabe ganz aus einem allfälligen Energieartikel zu streichen und im Bereich der Finanzpolitik adäquate Lösungen zu suchen.

7. Zehn-Werke-Bericht

Eine gute Energiepolitik ist eine langfristig angelegte Politik, die nicht ohne Not und Schaden kurzfristig umgekrempelt werden darf. Dies hat nichts mit Sturheit zu tun, sondern vielmehr mit der Realität, dass Bauten und Anlagen, welche die Stromversorgung sichern, weder von einem Tag auf den andern erstellt noch abgebrochen werden können.

Für jedes neue Kraftwerk – sei es nun ein Kern- oder Wasserkraftwerk – müssen wir heute wegen der zahlreichen Bewilligungsverfahren mit Bauzeiten von bis zu 15 Jahren rechnen. Beim Bau von Hochspannungsleitungen – Galmiz-Verbois ist ein beredtes Beispiel dafür – sieht es vielfach ähnlich aus.

Vor diesem Hintergrund erhält die rollende Planung der Elektrizitätswirtschaft eine geradezu existentielle Bedeutung. Mit grosser Genugtuung können wir daher zur Kenntnis nehmen, dass mit der heutigen Veröffentlichung des siebten Zehn-Werke-Berichts wiederum eine hervorragende planerische Arbeit abgeschlossen worden ist. Sie liefert uns bis zum Jahre 2005 die Eckdaten für unsere zukünftige Tätigkeit und bildet gleichsam das rechnerische Fundament, auf dem wir im Sinne der VSE-Zielsetzungen unsere Anliegen oder Nöte in der Öffentlichkeit vertreten werden.

Versorgungslücke

Und in der Tat – der Bericht ist so gut wie sein Inhalt ernüchternd, denn er weist mit schonungsloser Deutlichkeit nach, dass die politisch verordnete Versorgungslücke ab Winterhalbjahr 1993/94 Realität werden wird. Es ist für mich doch einigermaßen bedrückend, wie sich ein rohstoffarmes, aber hochtechnisiertes Land wie die Schweiz seine einzige nennenswerte Rohstoffbasis – die elektrische Energie – sukzessive unter den Füßen wegziehen lässt.

Man kann den Autoren des Zehn-Werke-Berichts sicherlich nicht den Vorwurf machen, sie hätten die Bedarfsprognosen nach oben «korrigiert». Im Gegenteil rechneten sie mit einem erheblichen Sparpotential der elektrischen Energie von 15 Prozent auf dem künftigen Verbrauch. Teilweise kompensiert wird dieses Sparpotential allerdings durch die Erdölsubstitution. Ausgehend von einer gegenüber früher unveränderten Versorgungssicherheit von 95 Prozent, wurde das Erzeugungsmanko aus eigenen Produktionsanlagen für das Winterhalbjahr 2004/05 auf rund 2500 Megawatt veranschlagt – das ist immerhin zweieinhalbmal «Gösgen» oder «Leibstadt».

Import aus Frankreich

Sie wissen alle um den «Gang nach Canossa», den wir in Frankreich anzutreten gezwungen waren. Die Franzosen haben uns bis heute – rein leistungsmässig – die fehlende Inlanderzeugung ersetzt. Was sie uns sicherlich nicht ersetzen werden – und auch nicht können –, ist das gewaltige Know-how, das nun in Frankreich und nicht in der Schweiz akkumuliert wird. Was uns die Franzosen auch nicht zurückgeben können, sind die Tausende von

Arbeitsplätzen und die Millionen-Franken-Beträge, die bereits heute bei der Electricité de France fest gebunden sind.

Doch wie steht es nun mit der Endabrechnung? Machen Sie sich bitte keine falschen Hoffnungen, was die Versorgungssicherheit angeht: Selbst wenn wir – wie die Krämer – die fran-

«Im Klartext sagt der siebte Zehn-Werke-Bericht nichts anderes, als dass wir in nächster Zukunft eines der beiden Ziele, nämlich die Sicherstellung der Stromversorgung, nicht mehr aus eigener Kraft gewährleisten können.»

zösischen Megawatts der voraussichtlichen inländischen Produktion zuzuschlagen, verbleibt für den Winter 2004/05 eine Lücke von 1000 Megawatt.

Im Klartext sagt der siebte Zehn-Werke-Bericht nichts anderes, als dass wir in nächster Zukunft eines der beiden Ziele – nämlich die Sicherstellung der Stromversorgung – nicht mehr aus eigener Kraft gewährleisten können.

Sparkampagne

Die Schlussfolgerungen des siebten Zehn-Werke-Berichtes kommen bekanntlich weder für Sie noch für mich überraschend. Er hat unserer – auch bereits öffentlich ausgesprochenen – Vermutung bloss noch das Gütesiegel der Wissenschaftlichkeit aufgedrückt. Konsequenterweise beginnen wir nicht erst morgen, unsere Abonnenten zu ermahnen, mit der elektrischen Energie haushälterisch umzugehen. Im Gegenteil: Wir haben mit Sparappellen längst begonnen!

Wie beschwerlich der Weg in Richtung «Energiesparen» allerdings ist, zeigt eine kürzlich vom Bundesamt für Energiewirtschaft gemachte Umfrage. Laut dieser Erhebung glauben vier

Fünftel der Schweizer Bevölkerung, Strom zu sparen. Trotz dieser Sparbemühungen stieg in Tat und Wahrheit der Stromkonsum der Schweiz seit 1970 kontinuierlich um gut zwei Drittel auf heute über 42 Milliarden Kilowattstunden pro Jahr. Auch für das vergangene Jahr weist die Elektrizitätsstatistik wiederum einen Stromverbrauchszuwachs von einer Milliarde Kilowattstunden aus.

Um die subjektiven Fehleinschätzungen in der Bevölkerung – wie sie in der erwähnten Befragung offenkundig geworden sind – vermeiden zu helfen, haben wir im Februar dieses Jahres eine nationale Publikumskampagne in Radio, Fernsehen und Zeitungen lanciert. Die Kampagne stand unter dem Motto «Kluge Leute sparen Strom». Es ging uns bei diesem Appell vor allem darum, dass sich die Abonnenten ihres wachsenden Stromkonsums zumindest mehr bewusst werden. Wir sind zuversichtlich, dass wir mit dieser Aktion einen Beitrag im Dienste des Umweltschutzes leisten konnten. Die Elektrizitätswirtschaft wird im Bereich «Sparen» auch in Zukunft eine konsequente und umfassende Öffentlichkeitsarbeit leisten.

Wir betrachten diese Tätigkeit nicht als Pflichtübung, sondern als integraler Bestandteil eines Gesamtkonzeptes, das ich mit dem Begriff «Dienstleistungspartnerschaft» umschrieben habe. Mit Genugtuung nehmen wir in diesem Zusammenhang auch zur Kenntnis, dass bereits über 100 Elektrizitätswerke über eine Energieberatungsstelle verfügen. Zusammen mit den kantonalen Beratungsstellen erbringen diese Institutionen eine unschätzbare Dienstleistung im Sinne unserer Zielsetzungen. Allerdings sind schnelle und vor allem spektakuläre Sparerfolge in naher Zukunft nicht zu erwarten, denn die «Manövriermasse» – gerade im Bereich der elektrischen Energie – ist relativ bescheiden. Die Gründe dafür liegen vor allem einerseits in der extrem engen Verknüpfung des Stromverbrauchs mit den wirtschaftlichen Aktivitäten der Schweiz

und andererseits im Lebensstil der Bevölkerung. Es wird also in Zukunft darum gehen müssen, in Kleinarbeit «Sparsischen» aufzuspüren und die «Verschwendung» – wo immer sie auftritt – auszumergen.

Schluss

Wenn ich das Fazit meiner Ausführungen ziehe, sehen Sie selbst, dass wir auch im kommenden Jahr ein gerüttelt Mass an Arbeit vor uns haben. Entscheidend wichtig scheint mir für die nächste Zukunft, dass wir gemeinsam mit den uns zur Verfügung stehenden Mitteln die Ziele «Versorgungssicherheit» und «Umweltschutz» weiterverfolgen. Dazu bedarf es allerdings – und vor allem – der Einigkeit aller VSE-Mitgliedswerke.

Das Finden einer «Unité de doctrine» wird durch die dezentralisierte Struktur der schweizerischen Elektrizitätswirtschaft sowohl in der Produktion als auch in der Versorgung erschwert. Kommt hinzu, dass die zahlreichen Verbände und Vereine unserer Branche ihre Interessen und Erwartungen immer stärker in die Öffentlichkeit tragen mit dem Resultat, dass regional oder lokal durchaus berechtigte Forderungen oder Meinungen die nationale Elektrizitätspolitik beeinflussen. Dabei wird dann nur allzu leicht ein Partikularinteresse zur Schicksalsfrage der Nation hochstilisiert.

Seien Sie sich bitte der gravierenden Folgen solcher punktuell gesetzter Signale in der Öffentlichkeit bewusst: Die Medien und die Bevölkerung – aber auch die Politiker – nehmen uns wahr. Sie alle hören uns – aber nur zu oft verstehen sie uns nicht, weil wir nicht mit einer Stimme sprechen. Das schadet unserer Glaubwürdigkeit.

Mit der Wiederholung unserer energiepolitischen Ziele «Sicherstellung der Stromversorgung» sowie «Erhaltung einer intakten Umwelt» erkläre ich die diesjährige Generalversammlung des Verbandes Schweizerischer Elektrizitätswerke als eröffnet.